



AFRIQUE/REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE - Les rebelles acceptent le principe d'un cessez-le-feu - les Evêques dénoncent les violences des deux parties au conflit

Bangui (Agence Fides) – Les rebelles de la coalition Seleka ont accepté le principe d'un cessez-le-feu d'une semaine. L'annonce a été faite à Libreville, capitale du Gabon, où se tiennent les négociations de paix entre les autorités de la République Centrafricaine et les rebelles. Ces derniers semblent avoir renoncé à demander la démission du Président François Bozizé comme condition préliminaire aux négociations. Ces jours derniers, les représentants de la Seleka avaient même demandé à ce que Bozizé soit inculpé par la Cour pénale internationale « pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité ».

Les négociations devraient se poursuivre dans la capitale gabonaise en présence d'un certain nombre de Chefs d'Etat de la Communauté des Etats d'Afrique centrale, l'organisation régionale qui joue le rôle de médiateur dans cette crise et qui a déployé en Centrafrique une force d'interposition. Les rebelles demandent, en échange du cessez-le-feu, le départ de ceux qu'ils qualifient de « mercenaires sud-africains » (l'Afrique du Sud a envoyé 400 militaires en aide à Bozizé) et la libération des prisonniers politiques.

Entre temps, dans un message à la Nation, les Evêques centrafricains dénoncent les violences à l'encontre des civils dans les zones se trouvant sous le contrôle des rebelles de la Seleka (y compris le recrutement forcé d'enfants comme « soldats ») et les arrestations arbitraires réalisées dans la capitale, Bangui, par les forces de sécurité. Les Evêques demandent une trêve immédiate, l'ouverture de couloirs humanitaires afin d'acheminer des aides aux populations des zones conquises par les rebelles et la résolution du conflit par le dialogue. (L.M.) (Agence Fides 11/01/2013)